

Subsides

● (2040)

Ce qui me déconcerte, c'est que c'est seulement à 20 heures du jour où l'on dépose le budget à la Chambre des communes, que ce soit jeudi soir ou tout autre soir de la semaine, c'est seulement à ce moment-là dis-je que les députés du parti au pouvoir prennent connaissance des mesures qui y sont prévues; pourtant, ils sont tous censés appuyer ce budget. Quand cela nous paraît irréaliste, nous procédons le plus rapidement possible pour apporter les changements jugés nécessaires. Quelle façon ridicule de procéder. C'est un projet de loi qui, s'il était défait à la Chambre, pourrait provoquer des élections.

Nous devrions favoriser une plus grande participation des députés à l'élaboration du budget et un plus grand nombre d'échanges entre eux. Quel que soit le parti au pouvoir, j'estime que le procédé entourant la présentation du budget n'est pas efficace. Il y aurait lieu de le modifier. Voilà entre autres choses où je voulais en venir ce soir.

En second lieu, je rappelle que nous continuons à recevoir nos électeurs, et des groupes les représentant à Ottawa, comme à l'accoutumée d'ailleurs, et ce dans le but d'obtenir le plus de renseignements possibles afin de pouvoir aborder en toute connaissance de cause la foule des questions traitées dans ce budget. Le processus est fort valable et tout à fait opportun.

Notre efficacité serait accrue par l'amélioration du procédé employé pour présenter le budget de sorte que lorsque ce dernier serait déposé à la Chambre, s'il n'était pas approuvé à l'unanimité, nous pourrions au moins discuter des questions donnant lieu à controverse en ayant une certaine connaissance du sujet et en nous en tenant à un processus particulier.

Je sais que d'autres députés veulent prendre la parole. Je sais également que le timbre sonnera d'ici une heure environ et c'est pourquoi je m'en tiens à cela pour le moment. Le député qui faisait du tapage tout à l'heure veut peut-être faire l'éloge du budget dans son discours.

[Français]

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je ne peux laisser passer cette occasion sans faire quelques remarques. Tout d'abord, je voudrais dire au député de Sarnia-Lambton (M. Cullen) que je l'ai écouté avec beaucoup d'attention. J'ai comme l'impression que l'expérience qu'il a vécue à l'intérieur du cabinet lui a été bénéfique. Il nous fait ce soir des recommandations sur la manière de présenter des budgets. J'ai l'impression qu'il n'aurait pas de difficulté à remplacer le ministre des Finances (M. MacEachen) actuellement. Quant à nous, nous ne nous en plaignons pas de toute façon.

Je voudrais, monsieur le président, faire quelques observations. Beaucoup de chiffres ont été cités des deux côtés de la Chambre. Il n'en demeure pas moins que le ministre des Finances cet après-midi a déclaré solennellement que la situation était très grave. Il n'a pas, bien sûr, poursuivi en se demandant qui était le responsable de cette situation. C'est peut-être ce que les Canadiens et ce que nous nous devons définir. Qui est responsable de cette situation aussi lamentable, aussi catastrophique? Parce que telle est la situation. On a

entendu des milliers de Canadiens, des centaines d'organismes discuter de la piètre et lamentable performance du gouvernement actuel sur le plan économique. On nous parle de prévisions à long terme de nouveau. On nous parle de propositions et d'engagements de la part du gouvernement, tentant de nous faire croire qu'ils sont disposés à agir un peu mieux qu'ils l'ont fait à ma connaissance depuis 15 ans.

Comment la population canadienne peut-elle croire à des prévisions qui se sont avérées d'une fausseté lamentable depuis 15 ans. Et le ministre des Finances nous parle de ses réductions d'impôt, comme s'il avait réussi à faire des cadeaux intéressants aux Canadiens, en nous cachant les taxes indirectes, l'augmentation des prix sur l'énergie qui constituent des coûts additionnels à toutes ces réductions. De toute façon, si le ministre d'État (Finances) (M. Bussièrès) a osé parler d'ignorance de la part de celui qui vous parle, nous au moins nous ne manifestons pas d'hypocrisie dans ce sens, monsieur le président. L'hypocrisie n'est pas de ce bord-ci. Mais je pense que ce gouvernement doit être démasqué, et que son comportement doit être connu à la grandeur du Canada et, par les temps qui courent, ce n'est pas difficile de sentir que les Canadiens commencent à connaître le genre de politiques hypocrites que ce gouvernement nous présente depuis 15 ans, monsieur le président. Des cadeaux de Grecs, comme on dit, les Canadiens en ont soupé. Nous en sommes conscients, monsieur le président, dans ma circonscription, comme ailleurs. Et je viens d'une province qui souffre d'une lamentable performance dans le domaine économique de ce gouvernement depuis 15 ans, et la grande majorité des ministériels la connaissent bien. Ils sont gênés, dépressifs, je dirais, actuellement, par rapport aux questions que leur posent certains journalistes. Hier soir, monsieur le président, c'était intéressant de regarder à la télévision quatre députés libéraux du Québec, incapables de dire quelle serait la solution.

Quel moyen pourraient-ils présenter à la Chambre des communes pour sortir le Canada de cette impasse, de cette catastrophe, de cet abîme dans lequel ce gouvernement nous a plongés? Je ne nommerai pas les députés libéraux ce soir. J'y reviendrai. Ces libéraux me parlent catégoriquement. Je tiens à le dire au ministre d'État (Finances). Les gens du Québec s'inquiètent, ils sont insatisfaits du comportement du ministre des Finances et ils auraient payé cher pour qu'il reste à Toronto encore trois mois ou peut-être trois ans. Les députés libéraux ne se gênent pas actuellement pour dire leur insatisfaction, pour dire dans quelle situation ils se trouvent actuellement. Ils sont incapables de répondre aux questions de leurs électeurs. Qu'est-ce que va faire votre gouvernement? On ne le sait plus. Ce gouvernement est épuisé, vidé, n'a plus d'idée. Il demande que la population canadienne continue à lui faire confiance. Ce n'est pas possible, monsieur le président, ce n'est pas possible! Depuis deux ans particulièrement ce gouvernement a fait preuve de négligence scandaleuse sur le plan de l'économie. Depuis deux ans ce gouvernement a fait de la petite politique partisane envers et contre les provinces et particulièrement dans le domaine de l'énergie.